

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 29/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GROUPE PROGRES SA**

103 av du progres  
69680 Chassieu

Références : UD-R-CTESSP-23-221-RP  
Code AIOT : 0010600294

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement GROUPE PROGRES SA implanté 103 AVENUE DU PROGRES 69680 Chassieu. L'inspection a été annoncée le 08/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE PROGRES SA
- 103 AVENUE DU PROGRES 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0010600294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Le Progrès situé à Chassieu est autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 à exploiter des activités d'imprimerie sur support papier par la technique offset. L'arrêté préfectoral précité a été modifié par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004.

A ce jour, le site est :

- autorisé au titre uniquement de la rubrique 2450 : imprimeries sur support papier par technique offset : quantité maximum d'encre consommée de 100kg/j ;
- soumis à déclaration pour les rubriques :1530-2, 2910-A-2 (1,02MW) et 2925.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative ;
- suites de la précédente visite du 2 décembre 2019 (uniquement les demandes/observations de l'inspection non soldées à ce jour) ;
- rejets atmosphériques ;
- incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article R511-9	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	VLE COV nettoyage	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article Annexe I	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Séparation des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 4.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Foudre	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 21	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Zone de dépotage	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 4.8.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Vérification installation électrique	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 6.1.5	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	défense incendie (1)	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 7.3	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Défense incendie (2)	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 6.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	PGS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Sans objet
3	VLE COV machine d'impression	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article Annexe 3	Sans objet
7	Rétention produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée:</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
<b>Constats :</b> Lors de la dernière visite d'inspection, l'inspection avait considéré que l'exploitant exerçait une activité d'impression sur rotative offset à sécheur thermique. Or celui a indiqué par courrier du 29/06/2020 que son process d'impression ne comprend pas d'étape de séchage.  Depuis le 1/1/2020, une nouvelle rubrique de la nomenclature des ICPE est applicable. Elle concerne les installations et activités, mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles utilisant des solvants organiques (rubrique 1978). L'arrêté du 13/12/2019, fixe les prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1978. Au vu des données du plan de gestion des solvants pour 2021, l'exploitant est soumis à cette rubrique.  <b>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, au besoin, sous 3 mois, une demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1978-xx.</b> Cela nécessite que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• indique la nature de l'activité de la rubrique 1978, parmi les vingt existantes ;</li><li>• « confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration ». Ces prescriptions figurent dans l'arrêté du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>• indique s'il sollicite une dérogation aux prescriptions générales applicables, telle que prévue par l'article 2 de l'arrêté cité ci-dessus ;</li><li>• indique si cette déclaration a un impact sur le site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : PGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques solvants
<b>Prescription contrôlée:</b> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant

transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par GEREPA son plan de gestion des solvants (PGS) 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 3 : VLE COV machine d'impression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE émission canalisée
<b>Prescription contrôlée:</b> La valeur limite de concentration de COV calculée sur gaz sec est de 60mg/Nm3. Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection.
<b>Constats :</b> Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le rapport de mesures des émissions atmosphériques du 13/06/2022 réalisé par Bureau Veritas. Au regard des résultats de ce rapport, les rejets atmosphériques sont conformes.  L'inspection constate que la concentration des COV pour la machine d'impression jet d'encre est très faible (1,32mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec). Cette mesure a été réalisée le 11/04/2022 à partir de 22h41 sur une durée de 90 minutes.  L'exploitant indique que les mesures de COV sont réalisées sur la chaîne d'impression des adresses des abonnés (machine d'impression jet d'encre), car seule cette ancre contient des COV, celles utilisées pour l'impression des journaux est étant dépourvues.  Par ailleurs l'inspection indique que l'exploitant la possibilité de solliciter une modification de son arrêté préfectoral d'autorisation du 13/08/2023 concernant les mesures sur les rejets atmosphériques réalisées sur la machine d'impression jet d'encre, notamment au regard de l'article 27 de l'arrêté 2/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, qui conditionne la valeur limite d'émission de COV à un flux. La justification devra intégrer toutes les sources d'émissions de COV pour la machine d'impression jet d'encre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de délais :</b> sans objet

#### N° 4 : VLE COV nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b>

L'arrêté du 13/12/2019 impose dans son annexe I des valeurs limites d'émission diffuse (en % de la quantité de solvant utilisé) par activité.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique dans son PGS que les émissions diffuses étaient de 37 % et 33 % respectivement en 2020 et 2021.</p> <p>Après s'être positionné sur la rubrique 1978, l'exploitant devra justifier du respect des valeurs limites d'émissions de COV fixés par l'arrêté du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><b>Demande : l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de respecter les valeurs limites d'émissions de COV fixé par l'arrêté du 13/12/2019 pour l'activité le concernant.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Séparation des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place en concertation avec la Métropole les dispositions pour caractériser les eaux qui se déversent dans le réseau du site du Progrès par les bouches d'égout situées sur le terrain de la Métropole et ainsi être en mesure d'identifier, en cas de pollution en sortie du réseau du Progrès, sa provenance (Métropole ou Progrès).</p> <p>L'exploitant indique que le terrain de la Métropole n'est actuellement pas occupé, mais qu'il le sera prochainement. A cette occasion, des travaux de séparation des réseaux seront réalisés sur le terrain de la Métropole. L'exploitant indique ne pas connaître le calendrier de réalisation de ces travaux.</p> <p><b>Demande : l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de lui transmettre tout document pouvant justifier de la séparation effective des réseaux de son site avec celui de la Métropole et de mettre à jour le plan des réseaux du site.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée:</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de finaliser la mise en conformité de ses installations en matière de risque foudre.  Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète des installations de protection foudre du 27/06/2022 réalisé par Bureau Veritas.  L'inspection constate qu'il est mentionné dans ce rapport des points de non-conformités, dont certains ont été signalés depuis le 14/01/2016.  L'exploitant indique avoir réalisé d'importants travaux en 2020 sur l'installation de protection contre la foudre, mais qu'il reste encore des points de non-conformités à régler, qui sont d'après lui mineurs. L'exploitant indique que les points de non-conformité figurant dans le rapport du 27/06/2022 seront tous levés d'ici le 1 <sup>er</sup> trimestre 2024.  <b>Demande :</b> l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de réaliser les travaux nécessaires pour lever les points de non-conformités mentionnés dans le rapport de vérification complète des installations de protection foudre du 27/06/2022 réalisé par Bureau Veritas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 7 : Rétention produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution eau/sol
<b>Prescription contrôlée:</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci

est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'associer les fûts d'huile situés en extérieur à une capacité de rétention.  L'exploitant indique avoir placé tous les stockages de produits dangereux sur rétentions correctement dimensionnées.  L'inspection constate que les produits dangereux stockés dans le bâtiment et en plein air sont placés sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Zone de dépotage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 4.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée:</b> Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles [ <i>cf. prescription du constat N° 7 : Rétention produits dangereux</i> ]. La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de confirmer que : - le revêtement de la zone de dépotage et le revêtement de la rétention du local des « encres » sont étanches, pour le produit dépoté ; - les dispositifs de la zone (caniveau non bouché, pente suffisante...) sont suffisants et fonctionnels pour permettre d'orienter les éventuels effluents dans la rétention.  L'exploitant indique avoir réalisé en 2023 : <ul style="list-style-type: none"> <li>la réfection de la zone de dépotage,</li> <li>des retouches pour assurer l'étanchéité de la rétention associée à la zone de dépotage et aux stockages des encres ;</li> <li>la réfection de la canalisation entre la zone de dépotage et la rétention associée.</li> </ul> L'exploitant a transmis après la visite le DOE du 03/03/2023 de ces travaux réalisés par la société FAMY.  L'exploitant indique que la pente de 1 % de l'aire de dépotage permet un écoulement naturel des liquides vers le caniveau de collecte de cette aire et qu'en cas de déversement accidentel sur cette aire, le personnel présent pourrait orienter l'écoulement du produit vers le caniveau de



collecte.

L'inspection constate la présence d'une résine en bon état sur la zone de dépotage, mais s'interroge sur l'écoulement possible d'encre hors de la zone de dépotage en cas de déversement accidentel, notamment par le côté Est de l'aire de dépotage.

**Demande :** l'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois de justifier que la conception de la zone de dépotage permet d'orienter l'intégralité des éventuels produits déversés accidentellement sur cette zone vers le caniveau de collecte, sans écoulement par l'un des trois cotés de la zone de dépotage. Pour cela, l'exploitant pourra, s'il le souhaite, justifier que la conception de la zone de dépotage répond aux standards couramment admis pour le type de produits dépotés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Vérification installation électrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 6.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée:**

Les installations électriques sont (...) contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur (...)

**Constats :**

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique des installations électriques du 17/02/2023 réalisé par Bureau Veritas.

L'inspection constate qu'il est mentionné dans ce rapport des points de non-conformités, dont certains ont été signalés depuis 2004 et 2005.

L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de calendrier des travaux à effectuer pour lever les non-conformités.

**Demande :** l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de réaliser les travaux permettant de lever les non-conformités identifiées dans le rapport de vérification périodique des installations électriques du 17/02/2023 réalisé par Bureau Veritas.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 10 : défense incendie (1)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée:**

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz

de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

L'installation sera équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage à 2 nappes, l'une sous la passerelle des rotatives l'autre sous la charpente.

**Constats :**

*Désenfumage :*

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 04/02/2022 de la société Chubb concernant la vérification des dispositifs de désenfumage.

L'inspection constate qu'il est mentionné dans ce rapport que 5 appareils présentent des défauts.

L'exploitant indique disposer de devis pour les travaux de remise en conformité de l'installation de désenfumage.

**Demande : l'inspection demande à l'exploitant sous 4 mois, de réaliser les travaux nécessaires pour que les appareils défectueux soient remis en bon état de fonctionnement.**

*Extinction automatique eau (sprinklage):*

L'exploitant présente le compte rendu de vérification semestriel Q1 du système sprinkler du 20/07/2023 réalisé par la société Equans. Ce document ne mentionne aucun point de non-conformité.

*Extinction automatique gaz :*

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le compte rendu de la visite d'intervention de maintenance préventive réalisé par la société Siemens pour la visite du 02/02/2023, portant notamment sur les 4 systèmes d'extinction automatique gaz présent sur le site. Il n'est pas mentionné d'anomalie pour les systèmes d'extinction automatique gaz.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 11 : Défense incendie (2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article 6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé:** Sans Objet

**Prescription contrôlée:**

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

- de 2 poteaux d'incendie de 100 mm et d'un poteau d'incendie de 150 mm supplémentaires implantés selon la situation géographique définie à la page 59 du dossier de demande d'autorisation. Les besoins en eau d'extinction seront *a minima* d'une capacité totale de 240 m3/h en fonctionnement simultané,
- (...)
- (...) d'un système d'alarme incendie,
- de robinets d'incendie armés,
- d'un système de détection automatique d'incendie (température, gaz et fumées).

**Constats :****- Poteaux incendie**

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 27/07/2023 de la société Chubb concernant la vérification d'un poteau incendie. L'inspection constate qu'il est mentionné dans ce rapport que ce poteau incendie DN100 est fonctionnelle et délivre 78m<sup>3</sup>/h à 3,8bars.

Après la visite, l'exploitant a transmis une « étude défense incendie mixte – Le Progrès à Chassieu », réalisée par le Grand Lyon en septembre 2023 (réf. ME042) qui conclue à un débit de 240m<sup>3</sup>/h disponible pendant 2 heures répartis sur 3 poteaux incendie.

**- Alarme incendie**

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis :

- le compte rendu de vérification du CMSI réalisé par la société Securitas Technology le 03/04/2023 ;
- le compte rendu de la visite d'intervention de maintenance préventive réalisé par la société Siemens pour la visite du 02/02/2023, Détection automatique d'incendie SDI et CMSI

Il est mentionné sur le compte rendu de la société Securitas Technology l'absence d'essai sirènes et des problèmes en lien avec les portes coupe feu. Néanmoins, dans le compte rendu de Siemens, il est mentionné un essai fonctionnel des avertisseurs sonores d'évacuation.

L'exploitant indique qu'en cas de déclenchement de l'alarme incendie, des appels téléphoniques automatiques sont adressés à la société de télésurveillance et aux membres de l'équipe d'astreinte du Progrès chargés de réaliser la levée de doute.

**Demande : l'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de réaliser les opérations nécessaires au bon fonctionnement de son CMSI et de réaliser un test de fonctionnement de l'ensemble des dispositifs sonores d'évacuation si cela n'a pas déjà été réalisé au cours des 12 derniers mois.**

**- RIA**

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 04/11/2022 de la société Chubb concernant la vérification des RIA. Il est mentionné dans ce document que tous les RIA sont en bon état de fonctionnement.

**- Détection automatique d'incendie**

L'exploitant indique que la détection incendie :

- par la température est assurée par le système sprinklage ;
- cf. constat N° 10 : défense incendie (1) ;

- par gaz est assuré par les détecteurs gaz présents dans le local chaufferie

L'exploitant a transmis après la visite le rapport d'intervention du 07/09/2023 de la société Drager concernant la visite préventive annuelle 2023 des détecteurs gaz. Il est mentionné dans ce document que les détecteurs gaz sont conformes.

- par fumées est assurée par des détecteurs de fumées placés notamment dans des conduits d'aspiration d'air.

L'exploitant a transmis avant la visite le compte rendu de vérification périodique réalisée le 02/02/2023 par la société Siemens pour la détection automatique d'incendie SDI et CMSI. Il n'est pas mentionné d'anomalie dans ce document, qui mentionne notamment la réalisation d'essais fonctionnels des détecteurs de fumées.

Avant la visite, l'exploitant a transmis le compte rendu de vérification du système de détection

incendie réalisé par la société Securitas Technology le 03/04/2023, concernant l'ECS ESSER (Équipements de Contrôle et de Signalisation). Il est mentionné dans ce document plusieurs non-conformités.

**Demande : l'inspection demande à l'exploitant sous 2 mois de réaliser les opérations permettant de lever les non-conformités de l'ECS figurant dans le compte rendu de vérification du système de détection incendie réalisé par la société Securitas Technology le 03/04/2023.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois